Stratégies dénominatives dans la politique de l'eau en France. LEMA, PAPI, SANDRE et les autres

Christine Fèvre-Pernet

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/20095>

DOI : 10.4000/mots.20095

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2011

Pagination : 57-74

ISBN : 978-2-84788-307-7

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Christine Fèvre-Pernet, « Stratégies dénominatives dans la politique de l'eau en France. LEMA, PAPI, SANDRE et les autres », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 95 | 2011, mis en ligne le 01 mars 2013, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/20095> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.20095>

Stratégies dénominatives dans la politique de l'eau en France. LEMA, PAPI, SANDRE et les autres

Quel que soit le domaine, l'apparition de nouveaux référents crée des besoins en matière de dénomination. La création lexicale permet de répondre à ces besoins par différents procédés. Ces procédés sont recensés par la morphologie constructionnelle : dérivation affixale ou non affixale et composition. Des procédés plus périphériques ou « extra-grammaticaux » comme la troncation, la création de mots-valises et la siglaison sont également utilisés. Nous envisageons ici la siglaison comme un procédé morphologique parmi d'autres. L'analyse sera menée dans le cadre d'une morphologie lexicale qui prend en compte la dimension pragmatique et qui s'appuie sur une double démarche sémasiologique et onomasiologique.

Dans le cadre de la politique de l'eau, différentes stratégies sont mises en œuvre par l'État et les différents acteurs pour atteindre des objectifs, pour résoudre des problèmes. Dans ce contexte, l'image véhiculée par une entité ou un groupe est importante et cette préoccupation est présente dès le choix du nom.

Nous présentons une analyse des stratégies de nomination à partir de l'étude d'un corpus de sigles utilisés dans la sphère de la politique de l'eau. Nous nous attachons ici à montrer le fonctionnement dénominatif de la siglaison en lien avec les enjeux de la communication dans cette sphère. Après avoir présenté le fonctionnement du système complexe de la gestion de l'eau et le mode de construction de notre corpus, nous aborderons l'étude linguistique en mettant en lumière les stratégies dénominatives à l'œuvre. Nous en distinguerons principalement deux types : la stratégie de catégorisation et la stratégie de l'homonymie.

Contexte de l'étude

La politique de l'eau en France

La politique de l'eau en France s'appuie sur la législation française et sur des directives européennes spécifiques. Cette politique est menée de manière

à répondre à des enjeux fondamentaux comme l'accès à l'eau potable (et à l'assainissement) pour tous, la prévention des risques liés à l'eau (inondations, entre autres), la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques (prévention des pollutions permanentes et accidentelles), le développement durable des activités liées à l'eau (industrie, loisirs, transport...) et enfin une production agro-alimentaire à impacts limités sur le milieu et les ressources.

Cette politique repose sur plusieurs grands principes : 1) une gestion décentralisée au niveau des bassins versants¹, coordonnée au niveau national ; 2) une gestion intégrée qui tient compte des différents usages de l'eau et des équilibres physiques, chimiques et biologiques des écosystèmes aquatiques ; 3) une gestion concertée avec la participation de l'ensemble des acteurs de l'eau à toutes les échelles ; 4) une expertise scientifique et technique pour accompagner la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques de l'eau, coordonnée par l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques (ONEMA) ; 5) des instruments économiques d'incitation suivant les principes pollueur-payeur et utilisateur-payeur (redevances collectées par les agences de l'eau et redistribuées sous forme d'aides) ; 6) une planification qui définit des objectifs et des priorités d'action au travers des SDAGE² et des SAGE³.

La politique de l'eau en France est prise en charge à l'échelon ministériel, par le ministère de l'Écologie, de l'énergie, du Développement Durable et de la Mer (MEEDDM)⁴ qui définit et coordonne la politique menée. L'État s'appuie sur trois niveaux de relais locaux : 1) le préfet de bassin hydrographique qui coordonne les différents services de l'État dans le domaine de l'eau ; 2) la DREAL⁵ qui, à l'échelon de la région, représente l'action de l'État en matière de développement durable ; 3) à l'échelon départemental, différents services de l'État, entre autres les DDEA⁶, appliquent la politique de l'eau sous ses aspects réglementaires et techniques, à travers la « police de l'eau ».

La politique de gestion de l'eau en France repose donc sur une organisation complexe. Un besoin de dénomination émerge en lien avec la diversité des acteurs et des dispositifs, qu'ils soient institutionnels, privés, économiques ou associatifs, que l'action soit nationale, régionale ou locale, qu'elle s'inscrive dans le cadre législatif, exécutif ou encore qu'elle s'exerce dans le domaine de l'enseignement, de la documentation ou de la recherche. Les dénominations siglées vont circuler dans différentes sphères de communication : cer-

1. Ou bassin hydrographique : ensemble des affluents et « sous-affluents » d'un cours d'eau (six grands bassins versants en France).
2. Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.
3. Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux.
4. Devenu, en novembre 2010, ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.
5. Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement.
6. Directions Départementales de l'équipement et de l'Agriculture.

taines vont être uniquement utilisées dans une sphère professionnelle réduite (mesures) alors que d'autres circuleront dans tout l'espace public (lois ou dispositifs normatifs, par exemple).

Constitution du corpus et partition

L'hypothèse est que, pour nommer certains référents comme des lois ou des dispositifs, l'attention portée à la création est plus grande ou, pour le dire autrement, la motivation ne sera pas la même que pour nommer des référents de types outils ou ressources. L'enjeu n'est en effet pas le même lorsqu'il s'agit d'obtenir l'adhésion des différents acteurs à un dispositif normatif qui présente des aspects coercitifs (type PAPI) ou lorsqu'il s'agit de communiquer au sujet (ou au moyen) d'un outil dans le cercle fermé des professionnels de l'eau. L'objectif de l'étude était de disposer d'un nombre suffisamment important de sigles émanant des différents acteurs impliqués dans la politique de l'eau, de manière à observer comment la siglaison était utilisée dans ce domaine et plus particulièrement de pointer les stratégies dénominales à l'œuvre.

Nous avons constitué le corpus en nous appuyant sur des travaux préparatoires à une ontologie du domaine de l'eau⁷ et en veillant à diversifier les sources de façon à avoir un panorama le plus complet possible (à défaut d'être exhaustif) de l'utilisation des sigles dans la politique de l'eau. Le choix des sigles à retenir a parfois été difficile du fait de l'extrême éclatement d'un domaine à l'intersection de nombreuses problématiques environnementales touchant tous les secteurs d'activité de la société⁸. C'est un problème méthodologique soulevé même dans des domaines moins « éclatés » et, dès lors que l'on travaille sur corpus, se pose le problème de sa représentativité et de sa clôture (Habert *et al.*, 1997).

Nous avons utilisé les textes dans leur intégralité et également des glossaires. Les sources des textes sont diverses. Outre les textes juridiques et les documents qui en constituent le prolongement (DCE⁹, LEMA, SDAGE...), nous avons sélectionné des textes mettant en scène les différents acteurs impliqués dans la politique de l'eau : État, collectivités territoriales, agriculteurs, CACG¹⁰, AEAG¹¹, industriels, population, pêcheurs, environnementalistes, EDF. Lors de la constitution du corpus, nous avons pu constater que l'utilisation des sigles

7. Travail effectué dans le cadre du projet MAELIA (Fèvre-Pernet, à paraître en 2011) : « Identification de termes/concepts pour une application pluridisciplinaire. Les apports de la terminologie textuelle ». Actes de la journée d'étude « Théories et pratiques de la terminologie. Analyser des concepts », Paris 10, Nanterre, 6 novembre 2009.

8. Cela est très clair lorsqu'on observe le code de l'environnement qui « pointe vers » et « est pointé par » un nombre très important de codes (voir Boulet *et al.*, 2009).

9. Directive Cadre Européenne.

10. Compagnie d'Aménagement Région Midi-Pyrénées et Aquitaine.

11. Agence de l'Eau Adour Garonne.

était répandue quel que soit le genre de texte : textes de loi, rapports ministériels, rapports d'activité, comptes rendus du comité de l'eau, plaquettes à destination du grand public, billets de blogs d'associations, forums, articles scientifiques, thèses, etc.

Un grand nombre de ces textes sont disponibles sur Internet, d'autres ont été obtenus directement auprès d'organismes comme l'Agence de l'Eau Adour Garonne. L'extraction des sigles a été faite manuellement à partir des glossaires et à l'aide d'un repérage semi-automatique en partant des textes eux-mêmes. Un corpus de 283 sigles a été ainsi constitué. Lors de cette étape de repérage, nous avons pu constater que la réalisation graphique du sigle pouvait être diverse : O.N.E.R.C., ONERC, Onerc, onerc. Il n'est pas certain que ces variations soient à mettre sur le compte d'une progression (voir Losson, 1990 ; Mortureux, 1994). Il se peut que la variation ait à voir avec le genre textuel, mais nous n'avons pas assez d'éléments pour trancher.

Dans une phase exploratoire des données, nous avons opéré une distinction par type de référent dénommé de façon à répondre à notre hypothèse (lien type de référent / type de stratégie dénomminative mise en œuvre). Nous sommes restée à un niveau de granularité très général pour répartir les sigles du corpus en quatre grands types d'entités :

- acteurs institutionnels : l'État (et les services de l'État), les collectivités territoriales ;
- acteurs non institutionnels (autres entités collectives) : expertise, professionnels, documentation, recherche (y compris les projets), formation, enseignement, etc. ;
- dispositifs normatifs : de la loi aux instruments de planification ;
- outils et ressources techniques : indicateurs, mesures, découpages géographiques, catégories de techniciens ou personnel de terrain.

Les deux premières catégories sont des types d'acteurs que nous avons différenciés sur la base de leur lien avec l'État. Cette distinction n'est parfois pas très nette pour certaines structures dites « mixtes » que nous classons néanmoins en acteurs non institutionnels. L'objectif de ce découpage « référentiel » est de servir de point de départ pour observer des différences de fonctionnement de la siglaison en fonction des entités nommées.

Le deuxième élément observé lors de cette étape exploratoire concerne la taille des sigles et la proportion des sigles lus (acronymes) par rapport aux sigles épelés pour chaque taille. On relève une majorité de sigles à trois et quatre lettres (respectivement 35 % et 31 %). Les sigles de cinq et six lettres sont assez représentés (18,31 % et 8,8 %) ; au-delà, les occurrences sont peu nombreuses : moins de 2 % pour les sigles à sept, huit et neuf lettres.

Les sigles de quatre lettres présentent une proportion égale de sigles lus et de sigles épelés. On observe, comme cela a déjà été montré ailleurs (entre autres, Plénat, 1994), que les sigles sont majoritairement épelés quand ils

sont courts (100 % pour les sigles de deux lettres, 84 % pour les trois lettres) et majoritairement lus au-delà de cinq lettres (64 % pour les cinq lettres, 84 % pour les six lettres et 100 % au-delà). Parmi les sigles lus, on dénombre une majorité d'homonymes lexicaux. Nous nous intéresserons tout particulièrement à la stratégie de l'homonymie lorsqu'il s'agira d'observer les stratégies dénominales mises en œuvre.

La siglaison comme procédé morphologique

Certains morphologues rangent ce procédé parmi les procédés morphologiques extragrammaticaux (Fradin, Montermini, Plénat, 2009) ou périphériques (Roché, à paraître). La siglaison s'écarte en effet des catégories centrales décrites par la morphologie constructionnelle : dérivation et composition.

Il nous semble possible cependant d'utiliser les outils de la morphologie constructionnelle pour décrire la siglaison. Le fait que la siglaison apparaisse en concurrence avec d'autres procédés morphologiques plus centraux pour créer des noms d'entités de même nature (comme ces noms de projets de recherche) nous conforte dans cette position :

- *Grain legumes* est formé par composition (type [NN], formants anglais) ;
- *Divherbe* – div(ersité) + herbe¹² – est un mot-valise avec pivot sur (*h*)er ;
- *Discotech* – disco(ver) + tech(nology) – est une composition [V + N], les deux formants ayant subi une apocope ;
- *Proddig*¹³ est formé par siglaison (les trois premières lettres de *promotion* ont été conservées) ;
- *Appeau*¹⁴ combine de manière hybride la siglaison pour les trois premières lettres (initiales de *Agrosystèmes* et *Politiques Publiques*) et le mot plein *eau*.
- *Seamless*¹⁵ est un sigle homonyme, en langue anglaise, construit sur une structure syntagmatique et propositionnelle binaire.

La construction des mots peut être observée d'un point de vue sémasiologique, c'est-à-dire en partant du signe-mot (base) et en observant les différentes opérations constructionnelles qu'il subit pour aboutir à l'état de mot construit. La construction d'un nouveau lexème¹⁶ comprend donc, potentiellement, une

12. Structure, diversité et fonctionnement : des clés multi-échelles pour la gestion des prairies permanentes.

13. PRODDIG : Promotion du Développement Durable par les Indications Géographiques.

14. APPEAU : Quels agrosystèmes et quelles politiques publiques pour une gestion durable de la ressource en eau ?

15. System for Environmental and Agricultural Modelling ; Linking European Science and Society.

16. Selon son acception la plus courante, un lexème est caractérisé par 1) sa forme phonologique, 2) son sens lexical, 3) l'appartenance à une catégorie grammaticale.

opération *formelle*, une opération *catégorielle*, une opération *sémantique*, même si l'une ou l'autre, voire deux d'entre elles peuvent ne pas être activées¹⁷ (Roché, 2009).

Une opération formelle

Lors de la construction d'un mot, l'opération *formelle* peut consister en l'ajout d'un affixe (préfixation, suffixation) ou d'un autre lexème (composition) ; en la réduction ou le remaniement du signifiant (apocope, siglaison, formations à redoublement...). Dans la siglaison, l'opération formelle est toujours activée puisque le principe de la siglaison s'appuie sur un réarrangement du matériau graphico-phonique de la séquence syntagmatique¹⁸. L'opération formelle est décrite dans toutes les études de la siglaison (Calvet, 1980 ; Germain, Lapierre, 1988 ; Mortureux, 1994, 1995, 1997).

À partir de la séquence syntagmatique, plusieurs manipulations sont possibles sur le signifiant. Le procédé prototypique de siglaison consiste à retenir soit l'initiale de tous les mots de la séquence (ASA : *Associations Syndicales Sutorisées*), soit uniquement l'initiale des mots lexicaux, les mots grammaticaux (déterminants, prépositions, conjonctions) étant ignorés. Les initiales sont ensuite concaténées dans l'ordre, le résultat peut être lu ou épelé. La distinction sigle/acronyme se fait généralement sur cette base. On peut voir le procédé comme un procédé d'abréviation puisqu'il y a réduction à l'initiale des mots pleins. Ce procédé se combine à l'ellipse puisque certains mots ne sont pas pris en compte.

À la différence de procédés plus centraux comme la dérivation ou la composition, la siglaison a une dimension consciente importante. Le créateur va adopter des stratégies d'ajustement pour obtenir le sigle optimal, et ce, selon plusieurs critères possibles.

Il peut s'agir d'un critère d'ordre phonologique : volonté de créer un sigle lu et non épelé (ou l'inverse) et, s'il s'agit d'un sigle lu, il faut qu'il réponde aux contraintes du mot minimal (voir Plénat, 1994), c'est-à-dire un mot idéalement dissyllabique (type CVCV, pour simplifier).

Les critères peuvent être d'ordre sémantique et communicationnel. Il peut s'agir de stratégies d'évitement en matière d'homonymie : homonymie avec un autre sigle connu (ICBM : *InterContinental Ballistic Missile* pour éviter IBM¹⁹) ou encore homonymie lexicale, avec un nom du lexique connoté négativement

17. La composante catégorielle n'est pas activée dans la dérivation évaluative (*maison* > *maisonnette*, *valise* > *valoche*). La composante formelle n'est pas activée dans la conversion (*orange* N > *orange* Adj) ou dans la dérivation sémantique (*souris* « animal » > *souris* « accessoire d'ordinateur »).

18. Par commodité, nous nommerons ainsi cette séquence qui peut parfois se présenter sous forme de proposition ou encore être formée d'une simple juxtaposition d'unités (nominales le plus souvent).

19. Exemple de Monnier (1994, p. 94)

(*Communauté Urbaine de Bordeaux* mais pas de *Lyon*²⁰). De même, la séquence *Service de l'Observation et des Statistiques* devient SOeS et non pas SOS. En effet, l'opération formelle attendue (sélection des mots lexicaux de la séquence + extraction de l'initiale + concaténation ordonnée) conduirait à SOS. Or la valeur sémantique de SOS n'est pas forcément positive dans ce contexte. Une stratégie d'ajustement a lieu qui consiste à réintégrer la conjonction *et*, à en extraire l'initiale et à opérer une nouvelle concaténation (SOeS). On note la casse minuscule qui est parfois réservée à la seconde (voire la troisième) lettre du mot tronqué, mais l'usage est assez fluctuant. On peut tout de même considérer ici que la casse minuscule est utilisée comme moyen pour différencier l'initiale d'un mot outil, mot habituellement ellipsé lors de la siglaison. Mais là encore ce n'est pas la règle ; par exemple dans ARPE, *Agence Régionale Pour l'Environnement*, la préposition n'est pas ellipsée et est intégrée sous forme de majuscule.

À l'inverse, et c'est cela qui va nous intéresser en particulier ici, il peut donc y avoir recherche d'une parenté phonique (et/ou graphique) avec un autre élément du lexique, cette homonymie pouvant constituer une « valeur ajoutée » sémantique.

L'existence de stratégies d'ajustement permet de pointer la non-linéarité du procédé qui relie la séquence syntagmatique au sigle. Le jeu de contraintes qui s'exerce sur le sigle « idéal » conduit parfois à des choix différents sur la séquence. Au lieu de sélectionner uniquement l'initiale, les deux premières lettres, voire les trois premières, peuvent être choisies (exemple : COGEPOMI, Comité de GEstion des POissons Migrateurs). On trouve fréquemment des modes de sélection mixtes comme dans DICRIM, Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs, où intervient la sélection des deux premières lettres de « risque » (et non pas la seule initiale) de façon à obtenir un acronyme. Les lettres peuvent également être sélectionnées à l'intérieur des mots (IMAGINE 2030 : cliMat et Aménagement de la Garonne : quelles INCertitudes sur la ressource en Eau à l'horizon 2030 ?)²¹, ou à la fin d'un mot (PROUESSES : PROspective et Outils d'Évaluation de Scénarios d'évolution du SEcteur de grandes cultures en [M]idi-[P]yrénéesS). On est alors très loin de la siglaison prototypique. On ne sait plus très bien ce qui préexiste dans l'activité de siglaison : la séquence ou le sigle-mot (on parle d'ailleurs parfois de « développé » du sigle). Lors de la recherche d'une motivation paronymique ou d'une homonymie pure, des manipulations importantes ont lieu sur la séquence, qui peut se trouver profondément modifiée et réarrangée. Ceci n'est pas sans rappeler le phénomène de remotivation du sigle que l'on observe lors de la remotivation populaire de sigles étrangers ou de remotivation ludique d'un sigle existant.

20. Exemple de Mortureux (1994, p. 17)

21. Projet de recherche du CEMAGREF (Institut de Recherche en Sciences et Technologies pour l'Environnement ; originellement : Centre national du Machinisme Agricole, du Génie Rural, des Eaux et des Forêts).

Une opération catégorielle

Lors de la construction d'un mot, une opération *catégorielle* peut être mobilisée. Elle consiste en une « recatégorisation » d'une catégorie majeure à une autre (*meuble* N > *meubler* V, *arroser* V > *arrosoir* N, *orange* N > *orange* Adj, etc.) ou d'une sous-catégorie à une autre (*Champagne* Npr > *champagne* Nc, *cerise* Nc > *Cerise* Npr, etc.) (Roché, à paraître). On peut parler également de recatégorisation pour les formations délocutives de type *rendez-vous*, *sot-l'y-laisse*, *bouche-à-bouche*, mais il s'agit alors de recatégorisation d'un fragment d'énoncé.

On voit que l'on peut admettre la recatégorisation de segments de différente nature. La séquence syntagmatique qui sert de base à la siglaison peut rentrer dans ce cadre. Elle peut être, si l'on suit un ordre qui va du plus grammatical au moins grammatical : 1) une synapsie (de type [NAdj] comme *Conseil Général* (CG), ou [N de N] comme *Groupement de Défense Sanitaire* (GDS) ; 2) une séquence syntagmatique plus ou moins complexe pouvant admettre des prépositions (*de*, *à*, *pour*, *sur*) et parfois la conjonction de coordination *et* comme dans *Schéma Départemental à Vocation Piscicole* (SDVP) ; 3) une forme asynctique : *Installations, Ouvrages, Travaux et Activités* (IOTA).

Dans notre corpus, on relève un seul sigle appartenant à la catégorie des adjectifs : CMR (*Cancérigène, Mutagène ou Reprotoxique*) dont on peut donner un exemple d'emploi : « Le nombre important de substances CMR de catégories 1 et 2 nécessitera plusieurs années pour la réalisation de cette étude qui est devenue d'ailleurs une mission permanente pour l'Anses. »²²

Les autres sigles appartiennent à la catégorie du nom. Les uns fonctionnent comme des noms propres et les autres comme des noms communs. On peut les différencier sur des critères référentiels – les premiers désignant un référent unique (cas des sigles désignant une organisation, par exemple), les seconds une classe d'objet. On peut également observer leur emploi en discours et leur fonctionnement syntaxique (choix des déterminants, par exemple).

Une opération sémantique

L'opération sémantique n'est pas communément admise comme opération constructionnelle en tant que telle. Nous suivons Roché qui en fait une opération à part entière, à côté des opérations catégorielle et formelle, en argumentant de la manière suivante.

Forger un mot nouveau c'est construire une forme, un sens, une catégorie grammaticale. Les trois opérations constructionnelles (formelle, sémantique, catégorielle) sont en général associées dans une « règle » ou un « modèle » selon

22. Voir le site [<http://www.substitution-cmr.fr/index.php?id=182>], consulté le 14 décembre 2010.

les auteurs. Chaque opération conserve néanmoins une part d'autonomie. De fait, dans la formation du lexique, on constate que pour la formation d'un mot les trois opérations ne sont pas forcément toutes activées. Dans la conversion, l'opération formelle n'est pas activée (pas d'affixes, par exemple). Pour construire les adjectifs de relation ou les noms de qualité, l'opération sémantique n'est pas activée. En revanche, elle est la seule activée pour construire *puce*, « microprocesseur », à partir de *puce* « insecte », mais il s'agit bien d'une opération constructionnelle à part entière puisque l'on construit un mot nouveau (Roché, à paraître, p. 17).

L'opération sémantique peut consister en un véritable transfert. Roché distingue trois types de transfert : 1) transfert de type actanciel (*marteau* > *marteler*; *vol(er)* > *voleur*; *arros(er)* > *arrosoir*) ; 2) transfert par contiguïté : métonymie (café « boisson » > café « établissement »), méronymie (*barbe* > *barbu*) ; 3) transfert par analogie (*souris* « animal » > *souris* « accessoire d'ordinateur », *éléphant* > *éléphantesque*).

L'opération sémantique peut encore apporter une restriction référentielle, par exemple dans *maison* > *maisonnette*, ou modifier le registre diaphasique comme dans les abréviations (*manifestation* > *manif*) ou la suffixation substitutive (*valise* > *valoche*).

Dans le cas de la siglaison, on peut considérer qu'il y a parfois modification du registre diaphasique. Par exemple, dans un contexte non contraint, on utilisera le sigle SPANC alors que dans les textes officiels, c'est le développé *Service Public d'Assainissement Non Collectif* qui apparaîtra de préférence (le sigle peut figurer entre parenthèses juste après). Sinon, les autres types d'opération sémantique ne sont pas représentés : lorsqu'on passe de la séquence développée au sigle, il n'y a pas changement sémantique. On peut donc considérer que le procédé de siglaison fait appel essentiellement à deux opérations constructionnelles : l'opération catégorielle et l'opération formelle.

Motivation / Schèmes de nomination

Jusqu'à présent, on a évoqué l'approche sémasiologique, qui part du signe pour aller vers le référent. S'intéresser au schème de nomination, c'est s'intéresser à la relation qui fonde le processus de nomination en adoptant une démarche onomasiologique. L'approche onomasiologique est complémentaire et permet de mieux rendre compte de la création lexicale. Roché (à paraître, p. 22) donne un exemple de schème universel : « nommer un arbre (ou un végétal) d'après le nom de son fruit ». Selon les langues, différents procédés sont utilisés : la dérivation en *-ier* en français (pommier), la composition en allemand (*Birne* : « poire », *Birnbaum* : « poirier »), l'inversion du genre et/ou l'alternance entre deux classes flexionnelles en italien (*pera* « poire », *pero* « poirier »), ou encore en russe, une dérivation uniquement sémantique qui aboutit à une même forme pour l'arbre et pour le fruit (*gruša* : « poire », « poirier »).

Pour nommer un référent, on peut choisir différents « schèmes de nomination ». Un oiseau, par exemple, peut être dénommé d'après ses mœurs (grimpeur), son régime alimentaire (chardonneret), sa couleur (verdier) ou une autre caractéristique physique (gros-bec) ; un instrument peut être dénommé d'après le procès qu'il permet d'accomplir (arrosoir < arroser), d'après le nom de son inventeur ou promoteur (cardan, guillotine, diesel), d'après une marque dominante (frigidaire, pédalo, karcher)²³, etc.

Les schèmes sont étroitement liés au type de référent nommé et à l'univers pragmatique de communication dans lequel s'inscrit l'acte de baptême. Dans le cadre d'un travail sur l'onomastique commerciale, nous avons utilisé la notion de schème de nomination pour rendre compte des processus de formation des noms. Nous avons mis en évidence, à partir d'un corpus de noms de marques et de noms de produits, l'existence de plusieurs types de schèmes de nomination : 1) un schème descriptif lorsqu'il s'agit de nommer un produit d'après une de ses composantes (Banania)²⁴, le destinataire du produit (Kinder), ou d'après le nom générique du produit (Confipote)²⁵ ; 2) un schème associatif qui consiste à mobiliser une dimension axiologique (La parfaite)²⁶, hypochoristique (Croquine), interdiscursive (Rouletabille)²⁷, énonciative (Monsavon), ou encore une dimension « créatrice d'univers » (Malibu) ; 3) un schème actanciel lorsque le produit est nommé d'après son action (Kirecur) ou d'après le résultat (Nuit calme) ; 4) un schème appellatif pour certains référents comme les voitures (Mégane). Nous avons observé que les deux premiers types – schèmes descriptif et associatif – étaient les plus fréquents (Fèvre-Pernet, 2008).

Nous utiliserons cette notion de schème de nomination pour analyser les processus de formation des sigles et définir les stratégies dénominatives mises en œuvre.

Stratégies dénominatives observées dans la politique de l'eau

Deux types de stratégies ont été identifiées en relation avec les schèmes de nomination convoqués : d'une part, des stratégies dénominatives descriptives ou catégorisantes lorsque, au niveau de la séquence, un lexème catégorisant est utilisé en position de tête ; d'autre part, des stratégies qui fonctionnent sur une homonymie (ou paronymie) « intentionnelle » du sigle avec un nom commun ou un nom propre. Dans un cas, l'objectif est de créer une dénomination fonctionnelle ; dans l'autre, il s'agit de donner une image positive de l'entité nommée.

23. À la différence de certains auteurs (Leroy, 2004, entre autres) qui considèrent ces formations comme des antonomases, nous suivons Michel Roché qui les analyse comme des construits morphologiques.

24. Contient de la farine de banane.

25. Produit entre la confiture et la compote.

26. Une marque de laine (années cinquante).

27. Un stylo-bille.

Stratégies de catégorisation

Nous allons nous intéresser, dans cette partie, plutôt à la séquence « syntagmatique ». Le plus souvent, c'est le syntagme qui est d'abord créé ; il peut d'ailleurs fonctionner comme une séquence désignative un certain temps avant de devenir une séquence dénomminative – association stable de l'unité linguistique à l'objet extra-linguistique (Kleiber, 2001). La siglaison peut fonctionner d'ailleurs dans ce cas comme une sorte de validation du passage de la désignation à la dénomination. Il nous semble donc important d'étudier les stratégies de nomination tant au niveau de la séquence qu'au niveau du sigle lui-même.

Nous avons observé les différentes séquences rencontrées par types de référent : acteurs institutionnels et non institutionnels, dispositif normatif, gestion technique.

Dans la partition « acteurs institutionnels », le choix du premier terme fait sens car il permet de catégoriser le référent. C'est le cas par exemple du terme *direction* qui positionne l'entité administrative en tant que service déconcentré de l'État²⁸. L'échelon peut être régional (DRAAF)²⁹ ou départemental (DDAF). On constate un effet de paradigme DDE, DDEA, DDRM ou DRAM, DRASS, DREAL, DIRE, avec parfois quelques variations comme dans DIREN, où ce sont les deux premières lettres qui sont mobilisées dans la construction du sigle. On observe par ailleurs une assez grande régularité de l'utilisation du procédé de la siglaison dans la partition acteurs institutionnels : le procédé est utilisé sans distorsion importante, les mots grammaticaux étant régulièrement ellipsés et les mots lexicaux conservés à l'initiale (rarement les deux premières lettres) et dans l'ordre de la séquence syntagmatique. Dans ces types de dénominations siglées, l'acte de dénomination s'inscrit dans un cadre institutionnel, est exclusivement catégorisant et descriptif et s'inscrit dans une stratégie d'identification dans une perspective fonctionnelle, qui définit à la fois le statut de l'entité, ses rôles, son domaine d'action et en même temps son positionnement par rapport à l'ensemble du système. La dénomination peut jouer un rôle organisateur, certes minime mais quand même présent, dans le système complexe de la gestion de l'eau.

On peut trouver le même type de processus pour nommer les acteurs non institutionnels avec une dénomination syntagmatique à tête catégorisante : *Association des Professionnels du Traitement des Eaux et des Nuisances* / APTEN. On peut lister les têtes des séquences syntagmatiques rencontrées pour les différents acteurs (institutionnels et non institutionnels) : *agence, association, banque, bureau, communauté, compagnie, centre, commission, conseil, comité, chambre, direction, école, entente, établissement,*

28. Les services déconcentrés de l'État sont les services qui assurent le relais, sur le plan local, des décisions prises par l'administration centrale et qui gèrent les services de l'État au niveau local.

29. Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt.

fédération, groupe, groupement, ministère, institut, instance, observatoire, office, réseau, syndicat, union. Le nom tête est catégorisant et les extensions (compléments, adjectifs) sont en général descriptives et spécifient le domaine d'action, l'action elle-même ou ce sur quoi porte l'action.

Mais le besoin d'identification peut être plus fort lorsqu'il s'agit d'acteurs non institutionnels. Cela se manifeste par exemple, au niveau de la dénomination, par une volonté d'affichage de la sphère d'activité – l'eau. On obtient des composés hybrides mais on peut considérer que l'on est toujours dans le cadre d'un schème descriptif : OIEau, IFREMER, PSEAU, G-EAU³⁰, SEQ-EAU, SISE-Eaux³¹. Ces formations comportent une première partie siglée et la seconde est un mot lexical – *eau(x)*, *mer* – parfois marqué par une casse minuscule, mais pas toujours. Par exemple, l'Office International de l'Eau emploie pour s'autodésigner tantôt OIEAU, tantôt OIEau. G-EAU est un peu particulier car il joue sur le « deux en un » : EAU est à la fois un sigle (Gestion Eau Acteurs Usages) et le mot lexical. La présence du tiret met en exergue la réalisation lexicale de la séquence EAU.

Dans la partition « dispositif normatif », on relève également un certain nombre de sigles formés sur des séquences syntagmatiques qui comportent en tête un nom caractérisant. PDE³² est un plan, DOCUP³³ est un document. On peut établir là encore une liste des têtes des séquences syntagmatiques qui servent de base à la siglaison dans notre corpus : *fonds, programme, dossier, document, loi, plan, schéma*. On constate également une certaine régularité dans la formation de ces séquences syntagmatiques.

Les sigles utilisés dans le cadre de la « gestion technique » sont à analyser un peu à part. Il ne s'agit pas de nommer ici une entité unique. Ces sigles, majoritairement de trois lettres (DBO : Demande Biologique en Oxygène ; MEA : Masse d'Eau Artificielle ; MES : Matières En Suspension ; UHR : Unités Hydrographiques de Référence) sont utilisés comme réduction de séquences syntagmatiques en discours. Il s'agit de la réduction de termes au moyen de la siglaison. Les sigles peuvent en effet être considérés comme des termes réduits à des fins d'économie communicationnelle (à l'écrit comme à l'oral), ce qui est très largement le cas en langue de spécialité (Boutet, 2005).

Stratégie de l'homonymie

Dans d'autres cas, on peut voir apparaître des stratégies de nomination à dimension connotative qui fonctionnent sur le mode de la séduction. Les sigles-mots à double détente entrent dans ce cadre et font office parfois de dénomination « vitrine » ou entrent dans une stratégie de communication par-

30. UMR du CEMAGREF.

31. Système d'Information Santé Environnement – partie « Eaux ».

32. Plan Départemental sur l'Eau.

33. Document Unique de Programmation.

ticulière. Qu'il soit construit par homonymie avec un nom propre ou un nom commun, le sigle-mot fonctionne sur une ressemblance formelle associée à un sémantisme commun. On peut s'autoriser à parler de sémantisme même lorsqu'il s'agit de noms propres. Paveau propose un tour d'horizon de la littérature sur le sujet et rappelle les notions de « connotations associatives » proposées par Catherine Kerbrat-Orecchioni et les « halos positifs et négatifs » évoqués par Marc Wilmet (Paveau, 2008, p. 26-27).

La motivation ou le schème qui préside à la création du sigle est un schème associatif. On distinguera, à partir des réalisations observées dans notre corpus, deux types de schèmes associatifs : axiologique et allusif.

Le schème associatif *axiologique* est très représenté dans les noms de projets ou d'équipes de recherche mais également dans ce qui relève du dispositif normatif (lois, plans, programmes...).

Les projets de recherche doivent être validés par une commission pour être acceptés. Le nom constitue souvent une forme d'accroche qui s'inscrit dans le cadre d'une communication persuasive. Nous allons présenter quelques exemples.

PRESAGE est le nom d'un projet de recherche dont la séquence « syntagmatique » – *Partage de la Ressource en Eau : Scénarios d'Avenir pour la Gestion de l'Eau* – se présente sous forme d'une construction binaire (juxtaposition marquée par les deux points) qui a sans doute fait l'objet d'une reconstruction après le choix du mot *présage*. C'est sur le double sème /avenir/ et /prévision/ que la motivation associative axiologique repose.

Moins immédiate est l'interprétation de PRODDIG, *Promotion du Développement Durable par les Indications Géographiques*, un nom de projet construit sur une homophonie ambivalente. La dimension axiologique est convoquée de manière positive, qu'il s'agisse de *prodige(s)* accomplis ou de prodigalité (lecture du /g/ en occlusive et non en chuintante).

Les noms d'équipes de recherche suivent parfois la même tendance en se présentant comme une dénomination « vitrine ». Dans MAGE, *Modélisations Appliquées à la Gestion des ressources Environnementales sur un territoire*³⁴, le mot *mage*, par association, peut activer un sémantisme assez vague mais efficace : on peut penser au caractère visionnaire voire magique, et également au personnage qui apporte des présents. Dans la séquence syntagmatique, on note que les mots lexicaux *ressources* et *territoire* ont subi une ellipse. L'homonyme obtenu serait de toute évidence moins bon pour l'image. Dans la même unité de recherche, on trouve également l'équipe IODA, Innovations, Organisations et Dynamiques Agro-industrielles. Cette fois, la référence convoquée est cinématographique puisque c'est sans doute avec l'un des personnages principaux de la *Guerre des étoiles*, l'homophone Yoda, que l'association la plus

34. UMR AGIR de l'INRA.

immédiate se fera. Yoda est à la fois un sage et un être puissant – chef des chevaliers Jedi, il maîtrise la « force » –, un personnage charismatique, un guerrier doté d'une certaine éthique.

L'emploi des noms propres révèle l'espace de connaissances partagées qui peuvent avoir différents sources. On trouve par exemple une référence à la mythologie grecque avec ADES, Accès aux Données des Eaux Souterraines, qui désigne un portail de données. L'association se fait sur le sème /lieu souterrain/ à partir de Hadès, dieu des morts régnant sur un monde souterrain. Des anthroponymes sont souvent convoqués (Candel, 1992 ; Percebois, 2001) pour construire un sigle à double détente. Tous ces noms sollicitent une activité d'association qui repose sur une connaissance partagée des qualités saillantes des personnages ou entités convoqués.

Nous prendrons encore deux exemples de sigles motivés par association axiologique dans la partition « dispositifs normatifs ». Tout d'abord, le sigle-mot PAPI, Programme d'Actions de Prévention des Inondations. Rappelons le contexte d'apparition de ces programmes d'actions. Après une série d'inondations en Europe et France, Roselyne Bachelot-Narquin, alors ministre de l'Environnement, de l'Écologie et du Développement durable, lance un plan de prévention des inondations en octobre 2002. Le PAPI a pour objet la prévention des inondations et donc la protection des biens et des personnes. Il doit développer une politique collective et solidaire sur l'ensemble du bassin versant concerné et mobiliser les habitants et les différents acteurs de la vallée. Le sème de /bienveillance/protection/ est donc activé de manière intentionnelle et préside au choix du sigle-mot. Le sème de /sagesse/ est également présent, le *Papi* (ou sa variante *Papy*) étant considéré généralement dans la sphère familiale comme un personnage débonnaire, empreint de sagesse et détenteur d'un certain savoir. Le sème /sagesse/ est par ailleurs également exploité dans un outil de planification associé : le SAGE, Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux. WISE (« sage »), *Water Information System for Europe*, est dans le même registre. Le caractère coercitif de la réglementation peut être adouci par la dénomination qui laisse entendre que la planification s'effectue pour le bien de tous.

Dans LEMA, *Loi sur l'Eau et sur les Milieux Aquatiques*, on peut identifier une double motivation. Une terminaison en -a rappelle celle des noms de lois romaines (*lex Lefevria*, *lex Labiena*, *lex Marcellia*, *lex Laudana*...) dans ce qui peut être considéré comme une attraction paradigmatique. L'effet produit est de conférer à la loi en question un certain lustre. LEMA est également analysable comme une réalisation proche des prénoms féminins – *Léa*, *Léna* – aux sonorités féminines et douces (une liquide et une nasale et deux voyelles antérieures étirées). Dans la LEMA, l'accent est mis sur le principe de précaution, sur les actions préventives et de correction, sur le principe du pollueur-payeur. On voit que la mise en œuvre de la politique de l'eau au travers des lois repose

à la fois sur la communication autour de la prévention et sur la coercition. Le choix du nom peut contribuer à atténuer la perception coercitive du dispositif.

Dans le processus qui met en œuvre le schème associatif axiologique, la sélection s'effectue dans un champ large de lexies marquées positivement : *acmé, présage, prodige, prodigue, mage, agape, rêve*³⁵. La sélection des anthroponymes peut s'effectuer dans différents champs de l'univers de connaissance partagée : mythologie (Hadès), quasi-mythes cinématographiques (Yoda), domaine historique (Vasco)³⁶, sphère familiale, prénoms. La motivation qui préside au choix de l'homonyme tient aux valeurs associées à fort pouvoir évocateur. Il reste que la réussite de la communication implique que le destinataire du message soit capable de reconstruire ces valeurs, tout d'abord en partageant le même espace de connaissance.

Les schèmes associatifs allusifs sont assez fréquents dans notre corpus. Nous nommons ainsi ceux qui évoquent de manière allusive et indirecte l'univers associé à l'entité nommée. Dans SANDRE, *Service*³⁷ *d'Administration Nationale des Données Relatives à l'Eau*, avoir recours à un nom du monde aquatique donne un caractère ludique à la dénomination. On note que lors du processus de construction du sigle, l'adjectif *relatives* a été ajouté de façon intentionnelle pour donner le /R/ de façon à obtenir l'homonyme visé. La sélection des homonymes s'effectue dans le champ lexical du domaine : *sandre, appeau, épi d'or*³⁸. On note que des valeurs axiologiques positives peuvent s'associer au marquage allusif comme pour *épi d'or* qui évoque, en plus de l'activité céréalière, l'abondance de l'âge d'or.

On a pu constater que la stratégie de l'homonymie était très fréquente pour former les noms des acteurs non institutionnels. Certains expriment, dans une dénomination siglée à double détente, un besoin d'identification fort, une volonté d'exprimer les valeurs du groupe dans un mouvement fédérateur. Lorsqu'il s'agit d'un projet de recherche, l'objectif est bien de décrocher le contrat et de séduire dès le choix du nom. En ce qui concerne les différents dispositifs de mise en œuvre de la politique de l'eau, l'effort de dénomination est également bien présent et le soin tout particulier apporté au choix du nom a été pointé par Sarolea (1990, p. 247) pour la dénomination des nouveaux programmes communautaires au sein des institutions européennes.

En revanche, les stratégies d'homonymie touchent assez peu le domaine « gestion technique », mais il peut y avoir par exemple, avec STEP, *Station d'Épuration*, un effet clin d'œil : le *pas*, ou l'*étape* vers la dépollution des eaux usées. On peut considérer que l'on est à l'interface privé/public et que la qualité de la

35. Si l'on pose l'extraction à partir d'une séquence du type « c'est le rêve » pour CEREVE, Centre d'Enseignement et de Recherche, l'Eau, la Ville et l'Environnement.

36. Équipe VASCO, « Variétés, Systèmes de Culture & EAU ».

37. On trouve parfois *secrétariat*.

38. EPIDOR : Établissement Public Interdépartemental de la Dordogne.

communication est importante. Mais dans la siglaison, la dimension ludique peut être présente de manière gratuite. De même, le hasard combinatoire peut produire des homonymes occasionnels. Les homonymes de trois lettres ne nous ont pas semblé constituer des formations conscientes mais plutôt relever d'homonymes occasionnels et, renseignements pris³⁹, leur homonymie n'est pas utilisée dans le domaine pour produire une valeur ajoutée sémantique et communicationnelle. Par exemple : ASA, SAC, OIE, ODE, SEM, SER, PIG. En ce qui concerne OIE, Office International de l'Eau, le sigle est devenu OIEau, peut-être pour éviter l'homonymie avec le palmipède. PIG est épelé et non lu...

Il reste que l'homonymie est un procédé très productif en matière de siglaison et permet indéniablement d'apporter une valeur ajoutée sémantique et communicationnelle.

Nous avons mis en évidence, dans le milieu complexe qui est celui de la politique de l'eau, les deux principales stratégies dénominales en nous appuyant sur la notion de schème de nomination. La *stratégie de catégorisation* est mise en œuvre majoritairement pour nommer les entités institutionnelles alors que la *stratégie d'homonymie* est plus largement employée dès lors qu'un besoin d'identification fort s'exprime ou qu'il est nécessaire d'atténuer une dimension coercitive.

L'originalité de la siglaison, tout comme la formation des mots-valises, est qu'il s'agit d'un procédé conscient de formation des mots, qui échappe à la grammaire tout en comportant néanmoins une certaine forme de régularité. Sa description présente un intérêt pour la morphologie, même périphérique, tant au plan des opérations constructionnelles qu'au plan des schèmes de nomination utilisés. Nous avons pu observer dans notre corpus une grande variété des modes de siglaisons, sur un continuum qui va du plus au moins prototypique et qui touche tous les éléments et étapes de la siglaison.

Le processus de siglaison donne lieu à diverses manipulations et ajustements, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de former des sigles-mots. Nous nous sommes intéressés plus particulièrement à ces sigles à double détente qui fonctionnent par association formelle et sémantique avec un mot préexistant issu du stock lexical ou onomastique. Au-delà de l'effet/aspect ludique, l'observation des connotations associatives activées peut nous renseigner sur une stratégie de communication qui se met en place dès la création du nom. L'importance du choix du nom n'est plus à démontrer, qu'il s'agisse du créer des toponymes, des noms de marques (ou de produits) ou des noms de partis politiques. Il importe en effet de produire des dénominations porteuses de sens, capables de véhiculer des représentations et d'agir sur la réception des référents ainsi dénommés.

39. Nous remercions Mehdi Saqalli (agronome RTRA-STAE) et les membres du projet MAELIA pour les informations transmises sur le domaine.

Références

- BOULET Romain, MAZZEGA Pierre, JOUVE Bertrand, 2009, «Environmental social and normative networks in the MAELIA platform», Workshop on *Legal and Negotiation Decision Support Systems* (LDSS 2009), p. 83-93.
- BOUTET Josiane, 2005, «Genres de discours en situation de travail», *L'analyse des actions et des discours en situation de travail. Concepts, méthodes et applications*, L. Filliettaz., J.-P. Bronckart éd., Louvain, Peeters, p. 19-35.
- BROWN Penelope, LEVINSON Stephen C., 1987, *Politeness. Some Universals in Language Use*, Cambridge, Cambridge University Press.
- CALVET Louis-Jean, 1980, *Les sigles*, Paris, PUF (Que sais-je ?).
- CANDEL Danielle, 1992, «À propos d'un nouveau dictionnaire de sigles», *Études de linguistique appliquée*, n° 85-86, p. 191-215.
- FÈVRE-PERNET Christine, 2008, «Stratégies dénominatives en onomastique commerciale», Actes du Congrès mondial de linguistique française, 9-12 juillet 2008, Paris, p. 45-58.
- FÈVRE-PERNET Christine, ROCHÉ Michel, 2005, «Quel traitement lexicographique de l'onomastique commerciale? Pour une distinction Nom de marque/Nom de produit», *CORELA* (Colloque TLN, Tours, 24 mars 2005), numéro spécial, *Le traitement lexicographique des noms propres*, en ligne [<http://edel.univ-poitiers.fr/corela/document.php?id=452>], consulté le 10 décembre 2011.
- FRADIN Bernard, MONTERMINI Fabio, PLÉNAT Marc, 2009, «Morphologie grammaticale et extragrammaticale», *Aperçus de morphologie du français*, B. Fradin, F. Kerleroux, M. Plénat éd., Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes.
- GERMAIN Claude, LAPIERRE André, 1988, «Le sigle. Définition, caractéristiques et emploi», *Cahiers de lexicologie*, n° 53, p. 55-74.
- GOFFMAN Erving, 1974, *Les rites d'interaction*, Paris, Minuit.
- GUILBERT Louis, 1975, *La créativité lexicale*, Paris, Larousse.
- HABERT Benoît, NAZARENKO Adeline, SALEM André, 1997, *Les linguistiques de corpus*, Paris, Armand Colin.
- KLEIBER Georges, 2001, «Remarques sur la dénomination», *Cahiers de praxématique*, n° 36, p. 21-41.
- LÉROY Sarah, 2004, *De l'identification à la catégorisation. L'antonomase du nom propre en français*, Louvain, Paris, Peeters.
- LOSSON Gérard, 1990, «De l'emploi des formes abrégées dans les actes normatifs des institutions de la Communauté européenne», *Terminologie et traduction*, n° 2, p. 7-34.
- MONNIER Philippe, 1994, «Usage et formation des sigles, une application dans l'industrie spatiale», *Linx*, n° 30, *Les sigles*, M. Plénat éd., p. 91-108.
- MORTUREUX Marie-Françoise, 1994, «Siglaison-acronymie et néologie lexicale», *Linx*, n° 30, p. 11-32.
- 1995, «Les vocabulaires scientifiques et techniques», *Les Carnets du Cediscor*, n° 3, *Les enjeux des discours spécialisés*, p. 13-25.
- 1997, *La lexicologie entre langue et discours*, Paris, SEDES.

- PAVEAU Marie-Anne, 2008, « Le toponyme, désignateur souple et organisateur mémoriel. L'exemple du nom de bataille », *Mots. Les langages du politique*, n° 86, p. 23-35.
- PERCEBOIS Jacqueline, 2001, « Fonction et vie des sigles et acronymes en contextes de langues anglaise et française de spécialité », *Meta. Journal des traducteurs*, vol. XLVI, n° 4, novembre, p. 627-645.
- PLÉNAT Marc éd., 1994a, *Linx*, n° 30, *Les sigles*.
- 1994b, « Observations sur le mot minimal français. L'oralisation des sigles », *De Natura Sonorum. Essais de phonologie*, B. Laks, M. Plénat éd., Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, p. 143-172.
- ROCHÉ Michel, 2009, « Pour une morphologie lexicale », *Mémoires de la Société de linguistique de Paris*, nouvelle série, n° 17, p. 65-87.
- à paraître, « Quelle morphologie ? » *Des unités morphologiques au lexique*, M. Roché, G. Boyé, N. Hathout, S. Lignon, M. Plénat éd., Paris, Londres, Hermès Lavoisier, p. 15-39.
- SAROLEA Regina, 1990, « Les accrocs des acronymes », *Terminologie et traduction*, n° 2, p. 247-251.